

bpost : résultats du premier trimestre 2016

Faits marquants du premier trimestre 2016

- Le **résultat d'exploitation (revenus)** s'élève à 604,5 millions EUR (-2,0 %), les performances confirmées du Domestic Mail et la croissance des Parcels étant neutralisées par la compensation moindre mais attendue des SIEG.
- **Tendance à l'amélioration pour le volume sous-jacent de Domestic Mail, à -4,0 %** (-5,0 % pour toute l'année 2015), sous l'impulsion de Advertising Mail.
- **Performances remarquables pour les Domestic Parcels, avec un volume en hausse de +14,6 %** (+12,6 % pour toute l'année 2015), sous l'effet de l'e-commerce et des transactions C2C. Effet mix/prix de -4,6 %, totalement lié au mix.
- **Ralentissement au niveau des International Parcels (hausse de 0,5 million EUR)**, dû principalement aux flux en provenance des USA, entravés par un dollar américain fort. Croissance continue de et vers la Chine.
- **Additional Sources of Revenues** essentiellement affectées par la réduction constatée pour International Mail, partiellement compensée par une croissance continue des Solutions.
- **Économies de coûts (-15,2 millions EUR)** conformes aux prévisions, et ce, pour tous les postes de dépenses confondus. **Réduction sous-jacente moyenne de 734 ETP** pour le trimestre (sans tenir compte des 379 ETP et intérimaires supplémentaires utilisés pour les volumes supérieurs de Parcels et Solutions, l'intégration Deltamedia, les nouvelles filiales et l'absorption de vacances).
- **EBITDA en hausse de 3,2 millions EUR** pour atteindre 175,9 millions EUR et absorber ainsi pleinement la compensation moindre des SIEG.
- **Le bénéfice net de bpost SA selon les normes BGAAP augmente de 2,6 millions EUR** pour s'établir à 90,0 millions EUR.
- **Perspectives confirmées**

Déclaration du CEO

Koen Van Gerven, CEO, a commenté ces résultats comme suit : « *Les résultats du premier trimestre démontrent la résistance de notre modèle opérationnel. Nous sommes parvenus à assimiler totalement les effets de la compensation réduite des SIEG sur notre rentabilité, que nous avons même pu accroître grâce à notre approche des coûts ciblée. Les volumes de courrier national ont bien résisté, influencés par l'évolution positive du courrier publicitaire, résultat d'une nouvelle approche des ventes qui porte ses fruits. Je me réjouis aussi particulièrement des excellentes performances des paquets nationaux et de la croissance continue de nos nouvelles solutions. Dès lors, j'ai totale confiance dans le fait que nous serons à même de relever les prochains défis de cette année 2016 et que nous réussirons à maintenir la tendance à un EBITDA et un dividende stables tout au long de cet exercice.* »

Perspectives 2016

Les perspectives pour 2016 excluent l'impact du rachat des activités belges de Lagardère Travel Retail.

Sur le plan des revenus :

- Nous tablons sur une **baisse de 5 à 6 % du volume** de Domestic Mail sous-jacent. Le deuxième trimestre de 2016 comptera 2 jours ouvrables de plus, le troisième trimestre comptera un jour de moins (sauf pour les timbres qui compteront le même nombre de jours) et le quatrième trimestre de 2016 comptera 1 jour de moins que le même trimestre de 2015.



- La **compensation des SIEG** (contrat de gestion et concessions liées à la presse) diminuera de **26,8 millions EUR** par rapport à 2015, pour s'établir à 261,0 millions EUR en 2016, hors inflation et impact lié au volume.
- Nous prévoyons une **croissance à deux chiffres** du volume des **Domestic Parcels** et une **progression continue** des flux en provenance des États-Unis pour les **International Parcels**, mais à une cadence ralentie, en raison principalement de la valeur élevée du dollar américain.

Au niveau des coûts :

- Nous prévoyons des améliorations de productivité au seuil de la fourchette de référence de 800 à 1 200 ETP/an, hors impact de l'intégration de Deltamedia.
- Nous mettrons fortement l'accent sur tous les éléments de coût et le facteur de coût profitera de leviers tels que la suppression de la compensation pour le samedi et le tax shift.

Cela entraînera un **EBITDA et un dividende récurrents pour 2016 se situant aux mêmes niveaux élevés qu'en 2015.**

La génération de liquidités résultant des activités d'exploitation subira l'impact négatif de la compensation réduite des SIEG et de la modification des modalités de paiement (-36,8 millions EUR), des versements liés à Alpha et d'un règlement des frais terminaux auprès d'un autre opérateur postal. Le **capex** brut devrait avoisiner les **80,0 millions EUR**.

Chiffres clés

	Publiés		% Δ
	1Q15	1Q16	
Total des produits d'exploitation (revenus)	616,6	604,5	-2,0%
Charges d'exploitation	443,9	428,7	-3,4%
EBITDA	172,7	175,9	1,8%
Marge (%)	28,0%	29,1%	
EBIT	151,6	153,9	1,5%
Marge (%)	24,6%	25,5%	
Résultat avant impôts	149,0	149,3	0,2%
Impôts sur le résultat	52,4	53,4	
Résultat net	96,6	95,9	-0,7%
FCF	298,1	245,9	-17,5%
Résultat net bpost S.A. (BGAAP)	87,3	90,0	3,0%
Dette nette / (trésorerie nette), au 31 mars	(785,1)	(792,2)	0,9%

Pour plus d'informations:

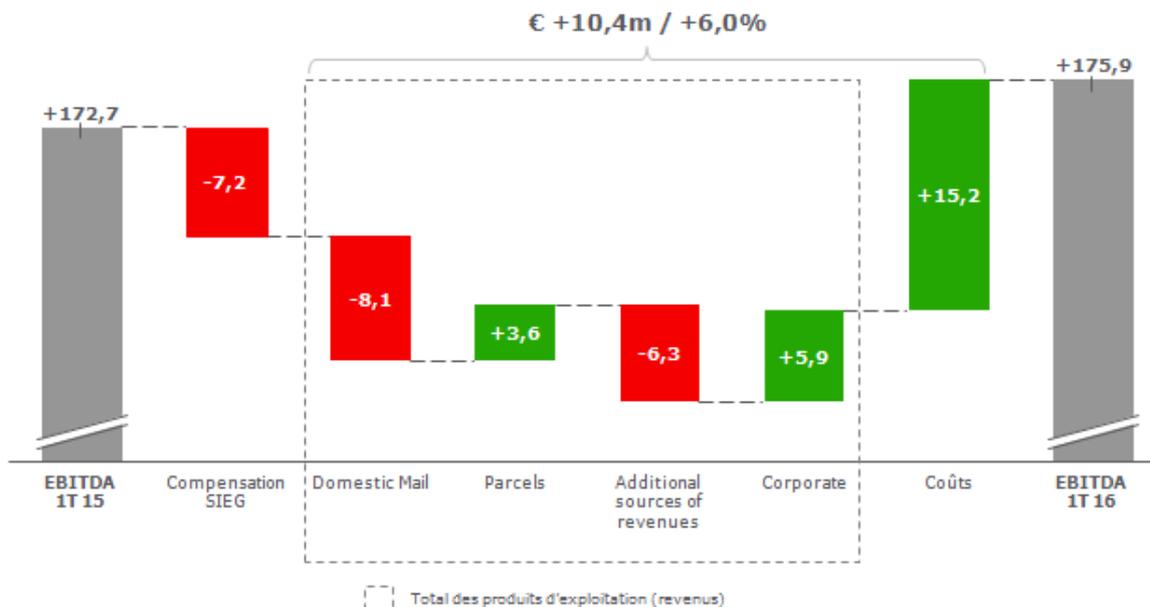
Baudouin de Hepcée T. +32 2 276 2228 (presse et investisseurs)
Saskia Dheedene T. +32 2 276 7643 (uniquement investisseurs)

corporate.bpost.be/investors
investor.relations@bpost.be



Premier trimestre 2016 - Compte de résultats

Million EUR



Le **total des produits d'exploitation** a diminué de 12,1 millions EUR (-2,0 %), pour atteindre 604,5 millions EUR, dont 7,2 millions EUR liés à la compensation réduite pour les SIEG, conformément aux conditions en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2016 dans le cadre du 6^e contrat de gestion et des concessions relatives à la presse. L'augmentation au niveau de Parcels (+3,6 millions EUR) et les hausses de prix appliquées au Domestic Mail (+5,5 millions EUR) n'ont pas pu compenser la baisse de volume du Domestic Mail (-13,1 millions EUR), l'impact d'un jour ouvrable de moins pour les timbres (-0,6 million EUR) et les recettes moindres émanant de Additional Sources of Revenues (-6,3 millions EUR). Le total des produits d'exploitation attribuable à Corporate a augmenté de 5,9 millions EUR, en raison principalement de gains supérieurs réalisés sur la vente de bâtiments.

Les dépenses ont diminué de 15,2 millions EUR ou 3,4 %, sous l'effet principalement de la réduction des charges du personnel et des frais d'intérim, compensant la perte au niveau du résultat d'exploitation total et menant à une augmentation de l'**EBITDA** et de l'**EBIT**, respectivement de 1,8 % et 1,5 %.

Les dépenses liées aux **impôts sur les résultats** ont légèrement augmenté par rapport à l'année dernière, le taux d'imposition effectif s'établissant à 35,8 %.

Le **résultat net IFRS du groupe** s'est élevé à 95,9 millions EUR. Le **bénéfice net selon les normes belges GAAP** de la société-mère s'est chiffré à 90,0 millions EUR, soit une hausse de 2,6 millions EUR ou 3,0 % par rapport à l'an dernier.



Total des produits d'exploitation: aperçu des résultats du groupe

Premier trimestre 2016

En millions EUR	1Q15	SIEG	Organique	1Q16	% Org	var. vol. sous-jacente %
Domestic mail	371,3	-1,4	-8,1	361,7	-2,2%	-4,0%
Transactional mail	232,6		-8,8	223,7	-3,8%	-5,3%
Advertising mail	64,7		0,4	65,1	0,6%	+0,1%
Press	74,0	-1,4	0,3	72,9	0,4%	-2,6%
Parcels	83,2	-	3,6	86,8	4,3%	
Domestic parcels	39,5		3,6	43,1	9,1%	+14,6%
International parcels	41,2		0,5	41,7	1,2%	
Special logistics	2,6		-0,5	2,1	-19,0%	
Additional sources of revenues	150,6	-5,8	-6,3	138,6	-4,2%	
International mail	45,3		-5,9	39,3	-13,1%	
Value added services	24,3		1,5	25,8	6,2%	
Banking and financial products	51,7	-3,0	-0,2	48,5	-0,4%	
Autres	29,4	-2,8	-1,7	24,9	-5,7%	
Corporate	11,4		5,9	17,4	51,9%	
TOTAL	616,6	-7,2	-4,9	604,5	-0,8%	

Si l'on ne tient pas compte de la compensation moindre pour les SIEG et les concessions relatives à la presse, le **résultat d'exploitation total** a baissé de 4,9 millions EUR, soit 0,8 %.

Les revenus générés par le **Domestic mail** ont diminué de 8,1 millions EUR pour atteindre 361,7 millions EUR. La baisse de volume sous-jacente (corrigée pour un jour ouvrable de moins pour les timbres) et publiée s'est établie à respectivement -4,0 % et -4,2 %, soit un résultat sensiblement meilleur que pour toute l'année 2015, au cours de laquelle le recul sous-jacent s'élevait à -5,0 %. D'une part, Transactional Mail, avec des baisses de volume publiées et sous-jacente de respectivement -5,6 % et -5,3 % (vs. -5,3 % de baisse sous-jacente du volume pour toute l'année 2015) a de nouveau souffert de la substitution électronique, sans toutefois qu'on note de réelle accélération, et d'un transfert vers des produits moins onéreux (baisse du courrier recommandé). D'autre part, Advertising Mail a poursuivi sur sa bonne lancée des troisième et quatrième trimestres de 2015, en enregistrant même une hausse de volume de 0,1 %. Les revenus du Direct Mail adressé affichent de bonnes performances dans les secteurs clés, grâce à notre nouvelle approche de vente, en plus d'un trimestre particulièrement favorable pour le courrier non adressé. En outre, la baisse du volume des produits de la presse a été conforme à celle de l'an dernier (baisse de volume publiée et sous-jacente de -2,6 % à comparer aux -2,8 % de 2015), et a principalement affecté les périodiques. Les baisses au niveau du volume total de courrier ont influé négativement les revenus à concurrence de -13,1 millions EUR et l'impact d'un jour ouvrable de moins pour les timbres s'est chiffré à -0,6 million EUR, montant partiellement compensé par l'amélioration nette au niveau du prix et du mix, conforme à la politique annoncée et s'élevant à 5,5 millions EUR.

La croissance organique des **Parcels** s'est chiffrée à 3,6 millions EUR, soit 4,3 %. Nous avons connu une croissance de volume trimestrielle record, à 14,6 % (à comparer aux +12,6 % pour l'année entière 2015). Cette hausse est le fruit de l'e-commerce et de la croissance continue des paquets



C2C (offre en ligne). L'évolution des revenus a de nouveau subi l'impact d'un effet mix/prix négatif (-4,6 %), s'expliquant par l'évolution du mix client et produit. La croissance de International Parcels s'est ralentie (+0,5 million EUR), en raison principalement d'une réduction du trafic sur les couloirs en provenance des États-Unis (-1,5 millions EUR), entravé par le taux élevé du dollar américain. Cette perte a entre autres été compensée par une hausse des exportations de lait en poudre vers la Chine (+1,2 millions EUR).

Le total des produits d'exploitation générés par les **Additional sources of Revenues** a subi une décroissance organique de 6,3 millions EUR, pour s'établir à 138,6 millions EUR. Ce recul découle avant tout de la baisse de International Mail (5,9 millions EUR), résultant elle-même principalement de l'attrition de certains clients due à l'exécution cohérente par bpost de la stratégie tarifaire consistant à ne pas octroyer de ristournes, de façon à conserver des marges de profit raisonnables. Value Added Services ont continué à croître.

Les revenus liés aux activités **Corporate** ont augmenté de 5,9 millions EUR pour s'établir à 17,4 millions EUR, principalement en raison de recettes supérieures issues de la vente de bâtiments.

Charges d'exploitation

Premier trimestre 2016

En millions EUR	1Q15	1Q16	Variation %
Charges de personnel et frais d'intérims	294,4	287,8	-2,3%
<i>ETP</i>	24,463	24,108	-355
<i>Services et biens divers (excl. frais d'intérims et coûts de transport)</i>	86,6	83,4	-3,6%
Coûts de transport	52,7	50,4	-4,2%
Autres coûts	10,2	7,0	-31,4%
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	443,9	428,7	-3,4%

Le **total des charges d'exploitation** s'est élevé à 428,7 millions EUR, soit une baisse de 3,4 % ou 15,2 millions EUR. Toutes les dépenses ont diminué : charges de personnel et frais d'intérim (-6,7 millions EUR), frais généraux (SG&A) hors frais d'intérim et de transport (-3,1 millions EUR), frais de transport (-2,2 millions EUR) et autres coûts (-3,2 millions EUR).

Les **charges de personnel et frais d'intérims** se sont élevés au premier trimestre de 2016 à 287,8 millions EUR et ont affiché une baisse nette de 6,7 millions EUR par rapport à la même période en 2015.

La diminution des charges de personnel et des frais d'intérim s'explique essentiellement par les améliorations de la productivité au sein de notre réseau et par la contribution d'Alpha, qui ensemble ont entraîné une réduction moyenne publiée de 355 ETP et intérimaires d'une année à l'autre, générant des économies pour 5,2 millions EUR. Cette baisse a atteint un plancher historiquement bas, les chiffres incluant les ETP et intérimaires des nouvelles filiales, l'internalisation de la livraison des journaux (=Deltamedia) et la main-d'œuvre complémentaire pour absorber d'une part, la croissance des volumes de Parcels et Solutions et compenser d'autre part les congés (Pâques survenant plus tôt). L'impact total des éléments susmentionnés s'est chiffré à 379 ETP et intérimaires. Par conséquent, la réduction sous-jacente moyenne en termes d'ETP et d'intérimaires est de 734 pour le trimestre.

Le recrutement d'agents auxiliaires a créé un effet de mix positif à concurrence de 2,2 millions EUR. De plus, la quantité réduite de fonctions de management en raison d'un gel des recrutements et d'une réorganisation a entraîné un effet de mix positif de 2,6 millions EUR.

Un effet prix négatif a eu un impact sur les coûts à hauteur de 3,1 millions EUR, découlant de l'effet des augmentations liées au mérite et de certains éléments de phasage.



Enfin, les coûts liés aux avantages du personnel restent stables (hausse de 0,1 million EUR).

Les services et biens divers, hors frais d'intérim et coûts de transport ont baissé de 3,1 millions EUR, toutes les dépenses ayant diminué à l'exception des frais de consultance et de loyers et charges locatives.

Les coûts de transport se sont élevés à 50,4 millions EUR, soit 2,2 millions EUR de moins que l'année dernière (ou 4,2 %), ce qui est conforme à l'évolution des revenus des activités internationales.

La diminution des **autres coûts** (-3,2 millions EUR) est due essentiellement à l'augmentation plus marquée de la TVA récupérable (-3,0 millions EUR) : le pourcentage de TVA récupérable a augmenté de 13 % en 2014 à 14 % en 2015, puis à 18,79 % en 2016.

Flux de trésorerie

Premier trimestre 2016

Au premier trimestre de 2016, bpost a généré 243,9 millions EUR de liquidités, soit une baisse de 54,0 millions EUR par rapport à la même période l'année dernière.

Le **flux de trésorerie disponible** (245,9 millions EUR) est inférieur de 52,1 millions EUR à celui de l'an dernier.

Le **flux de trésorerie découlant des activités d'exploitation** a résulté en une rentrée de liquidités de 281,1 millions EUR (306,6 millions EUR au premier trimestre de 2015). La génération de liquidités au départ des activités d'exploitation a subi les impacts négatifs de la plus faible compensation et du changement des modalités de paiement pour les SIEG (-36,8 millions EUR) combiné à des versements liés à Alpha (-12,0 millions EUR) au premier trimestre de 2016. L'impôt payé sur le revenu a été moindre au premier trimestre de 2016 qu'au cours de la même période l'année dernière (+21,3 millions EUR). Si l'on exclut ces éléments, les résultats des activités d'exploitation se sont améliorés à concurrence de 5,7 millions EUR et l'évolution du besoin en fonds de roulement s'est légèrement détériorée (-3,8 millions EUR comparé au premier trimestre de 2015), en raison surtout des changements de modalités de paiement et de règlements relatifs à la Sécurité Sociale (-5,7 millions EUR).

Les **activités d'investissement** ont dégagé une sortie de trésorerie de 35,1 millions EUR au premier trimestre de 2016, comparée à une sortie de 8,5 millions EUR pour la même période l'an dernier. Les recettes plus élevées enregistrées sur la vente de bâtiments (+7,3 millions EUR) n'ont pas suffi à compenser les dépenses accrues en capital (-1,0 million EUR), les sorties de liquidités pour les nouvelles filiales pour un montant total de 12,2 millions EUR et l'acquisition des parts restantes de Landmark Global (-20,7 millions EUR) au premier trimestre de 2016.

Les sorties de liquidités liées aux **activités de financement** se sont élevées à 2,1 millions EUR, soit une augmentation de 1,9 millions EUR par rapport à l'année dernière, en raison d'une distribution de dividendes aux minoritaires au premier trimestre de 2016 (-2,0 millions EUR).

Principaux événements du premier trimestre

Le 5 février 2016, bpost est parvenue à un accord concernant l'acquisition des activités belges de Lagardère Travel Retail

En Belgique, Lagardère Travel retail est active dans le commerce de détail de proximité et de commodité (proximity and convenience). Avec ses 220 points de vente, incluant des marques



comme Press Shop et Relay, l'entreprise distribue une large variété de produits et services. Ces services comprennent également la distribution de journaux via AMP à un réseau de quelque 5.345 points de vente. Kariboo est un nouveau réseau de distribution de 735 points de collecte et de distribution en Belgique et fournit un accès à des services en ligne.

Ce rachat permet à bpost d'améliorer les services « proximité » et « convenance » qu'elle offre à ses clients, objectif faisant partie de sa stratégie de croissance et de diversification. L'accord est soumis à l'approbation des autorités de la concurrence.

Le 21 mars 2016, bpost a acquis Freight Distribution Management (FDM)

FDM est spécialisée dans la fourniture de services personnalisés au client pour le stockage et la distribution de produits en Australie. Ses activités consistent en logistique pour les tiers (3PL), stockage, transport et distribution.

Ce rachat renforce la stratégie de la société pour les paquets transfrontaliers de vente en ligne.

Calendrier financier

03.05.16 (10.00 CET)	Conférence téléphonique avec les analystes
11.05.16	Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires
17.05.16	Date ex-dividende
18.05.16	Date d'enregistrement
19.05.16	Date de paiement du dividende
09.07.16	Début de la période de silence pour les résultats Q2 2016
08.08.16 (17.45 CET)	Annonce des résultats Q2 2016
09.08.16 (10.00 CET)	Conférence téléphonique avec les analystes
10.10.16	Début de la période de silence pour les résultats Q3 2016
09.11.16 (17.45 CET)	Annonce des résultats Q3 2016
10.11.16 (10.00 CET)	Conférence téléphonique avec les analystes
05.12.16 (17.45 CET)	Annonce du dividende intermédiaire 2016
08.12.16	Date ex-dividende (acompte sur dividende)
09.12.16	Date d'enregistrement (acompte sur dividende)
12.12.16	Date de paiement de l'acompte sur dividende



États financiers consolidés intermédiaires non audités¹

Compte de résultats consolidé intermédiaire (non audité)

En millions EUR	NOTES	Total de l'année en cours	
		2015	2016
Chiffre d'affaires	6	612,6	595,6
Autres produits d'exploitation		3,9	8,9
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		616,6	604,5
Approvisionnements et marchandises		(7,3)	(6,9)
Services et biens divers	7	(146,0)	(144,2)
Charges de personnel		(287,6)	(277,5)
Autres charges d'exploitation		(2,8)	(0,1)
Dépréciation - Amortissements		(21,1)	(21,9)
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION		(465,0)	(450,6)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EBIT)		151,6	153,9
Revenus financiers		1,3	0,7
Charges financières		(3,1)	(2,5)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		(0,8)	(2,8)
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		149,0	149,3
Impôts sur le résultat		(52,4)	(53,4)
RÉSULTAT DE L'ANNÉE		96,6	95,9
Attribuable aux:			
Porteurs des capitaux propres de la société-mère		95,7	95,6
Intérêts minoritaires		0,8	0,3

REVENU PAR ACTION

En EUR	Total de l'année en cours	
	2015	2016
► de base, bénéfice de l'année attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère	0,48	0,48
► dilué, bénéfice de l'année attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère	0,48	0,48

Conformément à IAS 33, le résultat par action dilué est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère (après ajustement des effets au titre des actions ordinaires potentielles dilutives) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'année, majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises lors de la conversion en actions ordinaires de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives.

Dans le cas de bpost, aucun effet de dilution n'affecte le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère ni le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires.

¹ Les états financiers consolidés sont préparés conformément à IAS 34 Information financière intermédiaire



État de résultat global consolidé intermédiaire (non audité)

En millions EUR	Au 31 mars	Au 31 mars
	2015	2016
RÉSULTAT DE LA PÉRIODE	96,6	95,9
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL		
<i>Éléments qui seront reclassés ultérieurement dans le compte de résultats (après impôts)</i>		
Ecart dû à la conversion des devises étrangères	0,8	0,7
ÉLÉMENTS QUI SERONT RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS, NETS D'IMPÔTS	0,8	0,7
<i>Éléments ne pouvant pas être reclassés ultérieurement dans le compte de résultats (après impôts)</i>		
Juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente par les associés	8,3	17,8
<i>(Perte) / gain sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	12,6	26,9
<i>Impact taxe sur le résultat</i>	(4,3)	(9,2)
ÉLÉMENTS NE POUVANT PAS ÊTRE RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS, NETS D'IMPÔTS	8,3	17,8
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT POUR L'EXERCICE, DÉDUCTION FAITE DES IMPÔTS	9,1	18,5
RÉSULTAT TOTAL DE L'EXERCICE, DÉDUCTION FAITE DES IMPÔTS	105,7	114,4
Attribuable aux:		
Porteurs des capitaux propres de la société-mère	104,8	114,1
Intérêts minoritaires	0,8	0,3



Bilan consolidé intermédiaire (non audité)

En millions EUR	NOTES	Au 31 décembre 2015	Au 31 mars 2016
Actifs			
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	8	548,5	539,3
Immobilisations incorporelles	9	89,6	104,4
Participations dans des entreprises associées	10	375,0	390,0
Immeubles de placement		6,5	6,5
Actifs d'impôts différés		47,2	45,5
Créances commerciales et autres créances		2,3	2,1
		1.069,2	1.087,7
Actifs courants			
Actifs destinés à la vente		3,1	0,6
Stocks		11,1	10,6
Impôt sur le résultat à recevoir		1,7	1,7
Créances commerciales et autres créances	11	411,2	326,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	615,7	858,3
		1.042,8	1.197,3
TOTAL DES ACTIFS		2.112,0	2.285,0
Capitaux propres et passifs			
Capitaux propres attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société-mère			
Capital souscrit		364,0	364,0
Actions propres		0,0	0,0
Réserves		230,9	345,7
Ecart de conversion		0,6	1,3
Bénéfices reportés		99,3	95,9
		694,8	806,9
Intérêts minoritaires		(0,0)	0,0
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		694,8	806,9
Passifs non courants			
Emprunts bancaires		56,2	56,3
Avantages au personnel	13	346,2	343,7
Dettes commerciales et autres dettes	14	61,7	22,6
Provisions		29,2	29,8
Impôts différés passifs		1,3	1,3
		494,7	453,7
Passifs courants			
Emprunts bancaires		9,6	9,4
Découverts bancaires		0,2	0,2
Provisions		35,0	33,7
Impôts sur le résultat à payer	15	39,4	68,4
Dettes commerciales et autres dettes	16	838,3	912,7
		922,5	1.024,4
TOTAL DES PASSIFS		1.417,2	1.478,1
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		2.112,0	2.285,0



Mouvements consolidés des capitaux propres (non audité)

ATTRIBUABLES AUX PORTEURS DE CAPITAUX PROPRES

En millions EUR	CAPITAL SOUSCRIT	ACTIONS PROPRES	AUTRES RESERVES	ECART DE CONVERSION DE DEVISE	RESULTAT DE L'EXERCICE	TOTAL	INTERETS MINORITAIRES	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
AU 1 JANVIER 2015	364,0	0,0	229,4	0,6	87,5	681,4	0,0	681,4
Résultat de l'année 2015					95,7	95,7	0,8	96,6
Autres éléments du résultat			95,8	0,8	(87,5)	9,1		9,1
RÉSULTAT GLOBAL DE L'ANNÉE	0,0	0,0	95,8	0,8	8,2	104,8	0,8	105,7
Dividendes payés			0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Autres			(0,0)		0,8	0,8	(0,8)	(0,0)
AU 31 MARS 2015	364,0	(0,0)	325,2	1,4	96,6	787,1	0,0	787,1
AU 1 JANVIER 2016	364,0	(0,0)	230,9	0,6	99,3	694,8	0,0	694,8
Résultat de l'année 2016					95,6	95,6	0,3	95,9
Autres éléments du résultat			117,0	0,7	(99,3)	18,5		18,5
RÉSULTAT GLOBAL DE L'ANNÉE	0,0	0,0	117,0	0,7	(3,7)	114,1	0,3	114,4
Dividendes payés			0,0		0,0	0,0	(2,0)	(2,0)
Autres			(2,2)		0,3	(2,0)	1,7	(0,2)
AU 31 MARS 2016	364,0	(0,0)	345,7	1,3	95,9	806,9	0,0	806,9

Les fonds propres ont augmenté de 112,2 millions EUR, soit 16,1 %, pour atteindre 806,9 millions EUR au 31 mars 2016, contre 694,8 millions EUR au 31 décembre 2015. Cette augmentation s'explique essentiellement par le profit réalisé de 95,9 millions EUR et l'ajustement à sa juste valeur du portefeuille obligataire de bpost banque pour un montant de 17,8 millions EUR.



Flux de trésorerie intermédiaire consolidé (non audité)

En millions EUR	Total de l'année en cours	
	2015	2016
Activités opérationnelles		
Résultat avant impôt	149,0	149,3
Amortissements et réductions de valeur	21,1	21,9
Réductions de valeur sur créances commerciales	(0,3)	0,4
Gain sur la vente d'immobilisations corporelles	(2,3)	(7,3)
Variation des avantages au personnel	(3,7)	(2,5)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	0,8	2,8
Impôts payés sur le résultat	(2,4)	(2,2)
Impôts payés sur le résultat des années précédentes	(42,0)	(20,9)
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES AVANT CHANGEMENT DU FONDS DE ROULEMENT ET DES PROVISIONS	120,2	141,5
Diminution / (Augmentation) des créances commerciales et autres créances	84,6	82,3
Diminution / (Augmentation) des stocks	0,9	0,5
Augmentation / (Diminution) des dettes commerciales et autres dettes	100,2	57,5
Dépôts reçus de tiers	0,0	0,0
Augmentation / (Diminution) des provisions	0,7	(0,7)
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	306,6	281,1
Activités d'investissement		
Produits découlant de la vente d'immobilisations corporelles	2,9	10,2
Acquisition d'immobilisations corporelles	(7,9)	(9,7)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(3,5)	(2,7)
Acquisition d'autres investissements	0,0	(0,0)
Acquisitions de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	0,0	(33,0)
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	(8,5)	(35,1)
Activités de financement		
Remboursement des dettes et de contrats de location financement	(0,2)	(0,1)
Dividendes payés aux intérêts minoritaires	0,0	(2,0)
FLUX DE TRÉSORERIE NET GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	(0,2)	(2,1)
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	297,9	243,9
IMPACT NET DU TAUX DE CHANGE	0,8	(1,2)
Trésorerie et équivalents de trésorerie hors découverts bancaires au 1er janvier	562,0	615,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie hors découverts bancaires au 31 mars	860,6	858,1
MOUVEMENTS ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 31 MARS	298,7	242,6



Commentaires sur les états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

1. Informations générales

Les états financiers consolidés intermédiaires de bpost au 31 mars 2016 ont été approuvés en accord avec la résolution du Conseil d'Administration du 2 mai 2016.

Activités commerciales

bpost et ses filiales (dénommée ci-après « bpost ») fournissent des services nationaux et internationaux dans le domaine du courrier et du paquet, en ce compris l'enlèvement, le transport, le tri et la distribution de courrier adressé et non adressé, d'imprimés, de journaux, et de paquets.

Par le biais de ses filiales et de ses entités commerciales, bpost vend également toute une série d'autres produits et services, parmi lesquels des produits postaux, paquets, produits bancaires et financiers, des services de livraison express, la gestion de documents et d'autres services apparentés. bpost assume également des activités d'intérêt économique général (SIEG) pour le compte de l'État belge.

Statut juridique

bpost est une société anonyme de droit public. Le siège social de bpost est sis au Centre Monnaie, à 1000 Bruxelles.

2. Base de préparation et principes comptables

Base de préparation

Ces états financiers intermédiaires n'ont pas été revus par un auditeur indépendant.

Les états financiers consolidés intermédiaires pour ces 3 mois au 31 mars 2016 ont été préparés conformément à IAS 34, Information financière intermédiaire.

Les états financiers consolidés intermédiaires ne comprennent pas toutes les informations et publications requises dans les états financiers annuels, et devraient être lus en conjonction avec les états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2015.

Principes comptables significatifs

Les principes comptables adoptés pour la préparation des états financiers consolidés intermédiaires sont en ligne avec ceux suivis dans la préparation des états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2015, à l'exception de l'adoption de nouveaux standards et interprétations effectifs à partir du 1er janvier 2016.

Les nouvelles normes et amendements repris ci-dessous, entrés en vigueur au 1er janvier 2016, n'ont aucun impact sur la présentation, la performance ou la position financière de bpost :

- IAS 27 – Amendements - Méthode de la mise en équivalence dans les états financiers individuels
- IAS 1 – Amendements – Initiative de divulgation
- Améliorations annuelles des IFRS - Cycle 2012-2014
- IAS 16 - IAS 38 – Amendements – Clarifications sur les modes d'amortissement acceptable
- IFRS 11 – Amendement – Comptabilisation de l'acquisition d'intérêts dans les opérations de partenariat
- IAS 16 – IAS 41 – Amendements - Agriculture - actifs biologiques producteurs



Normes et interprétations qui ne sont pas encore appliqués par bpost

Les nouvelles normes IFRS et interprétations IFRIC suivantes, approuvées mais non effectives ou obligatoires encore, n'ont pas été adoptées par bpost dans la présentation de ses états financiers consolidés intermédiaires :

Norme ou interprétation	Date effective de publication
IFRS 9 – Instruments financiers – Classification et évaluation (*)	1 janvier 2018
IFRS 14 – Comptes de report réglementaires (*)	1 janvier 2016
IFRS 15 – Produits provenant de contrats avec les clients (*)	1 janvier 2018
IFRS 16 – Contrats de location (*)	1 janvier 2019
IFRS 10 – IAS 28 – Amendements – Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et son entreprise associée ou sa coentreprise (*)	Différé indéfiniment
IFRS 10, IFRS 12 & IAS 28 – Amendements – Entités d'investissement : Application de l'exemption de consolidation (*)	1 janvier 2016

(*) Non encore adoptée par l'Union Européenne à la date de ce rapport.

bpost n'a pas adopté de façon anticipée d'autres normes, interprétations ou amendements publiés mais non encore d'application effective.



3. Saisonnalité des opérations

Conformément au sixième contrat de gestion, bpost est le prestataire de certains SIEG. Ceux-ci comprennent entre autres le maintien d'un réseau Retail étendu et de services comme le paiement à domicile des pensions et l'exécution de services postaux financiers. En vertu de l'engagement pris par l'État belge vis-à-vis de la Commission européenne, la distribution des journaux et magazines ne fait plus partie du contrat de gestion. L'État belge a décidé à cet égard d'attribuer le contrat de distribution des journaux et périodiques à bpost au terme d'une consultation publique du marché.

La compensation des SIEG se base sur une méthodologie de coût net évité (« NAC » pour net avoided cost) et est répartie de manière égale sur les quatre trimestres. Cette méthode veille à ce que la compensation soit calculée en fonction de la différence en coût net entre le fait d'assurer ou non la fourniture des SIEG. La rémunération pour la distribution des quotidiens et périodiques est composée d'un montant forfaitaire (équitablement réparti sur les quatre trimestres) et d'une commission variable selon les volumes distribués. Cette rémunération est soumise à un calcul ex post reposant sur l'évolution des coûts de base de bpost. En cours d'année, les calculs sont effectués pour les SIEG et la distribution des journaux et périodiques afin de s'assurer que la rémunération corresponde bien aux montants comptabilisés.

4. Regroupement d'entreprises

Contrepartie additionnelle Landmark

En janvier 2016, bpost SA a acheté 24,5 % supplémentaires de Landmark Global Inc. et Landmark Trade Services, LTD., de manière à posséder un total de 75,5 % de parts pour un prix de 22,5 millions USD (20,7 millions EUR).

Contrepartie additionnelle Success Partners Europe Sp z o.o

En janvier 2016, bpost SA a payé un montant de 0,2 million USD (0,2 million EUR) en exécution de l'accord de contrepartie additionnelle, sur la base des performances de SPE en 2015. La juste valeur de la contrepartie additionnelle a été comptabilisée en tant que passif financier. Le paiement n'exerce aucun impact sur le goodwill calculé initialement.

Acquisitions des trois premiers mois, arrêtées au 31 mars 2016

Le 21 mars 2016, bpost SA a racheté 100 % des parts de Freight Distribution Management Systems PTY Ltd et FDM Warehousing PTY Ltd, deux sociétés australiennes établies à Sydney.

Ces entités de FDM sont spécialisées dans les services clients personnalisés dans les secteurs de l'entreposage et de la distribution de produits en Australie. Les activités de FDM couvrent les logistiques pour des tierces parties (3PL pour Third Party Logistics), l'entreposage, le transport et la distribution.

Le prix d'achat pour la totalité des actions était de 21,9 millions AUD (14,4 millions EUR) et est assujéti à un ajustement sur base des liquidités nettes et du fonds de roulement net à la date de clôture. De plus, la convention prévoit un accord de contrepartie conditionnelle (ou « earn-out »). Le traitement comptable et l'allocation du prix d'achat pour cette acquisition sont toujours en cours de révision et seront totalement dévoilés à la fin de l'année.



5. Secteurs opérationnels

Au 1^{er} janvier 2016, les paquets prépayés ont été transférés de MRS à P&I, ce qui fait que tous les paquets sont désormais comptabilisés sous P&I. Compte tenu de ces changements, les chiffres de 2015 ont été rendus comparables afin de refléter ces modifications. Ces chiffres comparables figurent sous l'intitulé « comparable ». Les écarts mentionnés ci-après comparent les chiffres de 2016 avec les chiffres comparables de 2015.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des revenus par secteur opérationnel :

En millions EUR	Total de l'année en cours		
	2015	2015 Comparable	2016
MRS	483,4	475,0	459,0
P&I	121,7	130,1	128,2
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION POUR LES SECTEURS OPÉRATIONNELS	605,1	605,1	587,2
Corporate (catégorie de réconciliation)	11,4	11,4	17,4
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	616,6	616,6	604,5

Les résultats attribuables à l'entité opérationnelle MRS ont diminué de 16,0 millions EUR par rapport au premier trimestre de 2015, pour s'établir à 459,0 millions EUR, principalement en raison de :

- la rémunération moindre des SIEG et des concessions liées à la presse,
- la diminution du volume de Domestic Mail sous-jacent de 4,0 % ;
- la baisse des revenus générés par la philatélie, Retail et les produits bancaires et financiers ;
- partiellement compensées par les augmentations de prix au niveau du Domestic Mail.

Les revenus de P&I ont diminué au premier trimestre de 2016, pour s'établir à 128,2 millions EUR. La baisse de International Mail (5,9 millions EUR) découle essentiellement de l'exécution cohérente par bpost de la stratégie tarifaire visant à préserver des marges de profit raisonnables et n'a pas été compensée par l'augmentation constatée au niveau du portefeuille de produits Parcels. Ces derniers ont augmenté de 3,6 millions EUR, grâce surtout aux bonnes performances de Domestic Parcels.

Les revenus inter-sectoriels sont immatériels. Il n'y a pas de produit d'exploitation interne.

À l'exception de la rémunération reçue pour fournir les services décrits dans le contrat de gestion (voir note 6), aucun client extérieur ne représente plus de 10 % du total des revenus d'exploitation de bpost.

Le tableau suivant présente les revenus des clients externes alloués à la Belgique et aux pays étrangers, compris dans le total des produits d'exploitation de bpost. L'allocation des revenus entre les clients externes est effectuée selon leur localisation géographique.

En millions EUR	Total de l'année en cours	
	2015	2016
Belgique	532,4	520,2
Reste du Monde	84,2	84,3
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	616,6	604,5



Les tableaux suivants présentent l'EBIT et l'EAT des secteurs opérationnels de bpost pour les exercices clôturés les 31 mars 2016 et 2015:

En millions EUR	Total de l'année en cours		
	2015	2015 Comparable	2016
MRS	140,5	134,9	135,3
P&I	17,4	23,0	20,8
EBIT DES SECTEURS	157,8	157,8	156,1
Corporate (catégorie de réconciliation)	(6,3)	(6,3)	(2,2)
EBIT	151,6	151,6	153,9

Au premier trimestre de 2016, l'EBIT de l'entité opérationnelle MRS a augmenté de 0,4 million EUR, pour s'établir à 135,3 millions EUR. La compensation inférieure des SIEG et des concessions liées à la presse, ainsi que la baisse des volumes, ont été compensées par les augmentations de prix, les améliorations de la productivité et les autres réductions des dépenses.

L'EBIT attribuable à l'entité opérationnelle P&I a diminué de 2,2 millions EUR, passant de 23,0 millions EUR à 20,8 millions EUR au premier trimestre de 2016, alors que la baisse de revenus n'a pas pu être compensée par les réductions de coûts. 2016 inclut entre autres les frais de lancement liés à City Depot.

En millions EUR	Total de l'année en cours		
	2015	2015 Comparable	2016
MRS	140,5	134,9	135,3
P&I	17,4	23,0	20,8
EAT DES SECTEURS	157,8	157,8	156,1
Corporate (catégorie de réconciliation)	(61,3)	(61,3)	(60,2)
EAT	96,6	96,6	95,9

Les revenus financiers, les charges financières, la quote-part dans le résultat des entreprises associées et les charges d'impôt sur le résultat sont tous compris dans la catégorie de réconciliation « Corporate ».

Le tableau ci-dessous donne des informations détaillées sur la catégorie de réconciliation « Corporate » :

En millions EUR	Total de l'année en cours	
	2015	2016
PRODUITS D'EXPLOITATION	11,4	17,4
Départements centraux (Finance, Legal, Internal Audit, CEO, ...)	(16,0)	(14,9)
Autres éléments de réconciliation	(1,7)	(4,6)
CHARGES D'EXPLOITATION	(17,7)	(19,5)
EBIT CORPORATE (CATÉGORIE DE RÉCONCILIATION)	(6,3)	(2,2)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	(0,8)	(2,8)
Résultats financiers	(1,8)	(1,8)
Impôts sur le résultat	(52,4)	(53,4)
EAT CORPORATE (CATÉGORIE DE RÉCONCILIATION)	(61,3)	(60,2)



Le résultat d'exploitation (EBIT) attribuable à la catégorie de réconciliation « Corporate » a augmenté de 4,1 millions EUR, atteignant un négatif de 2,2 millions EUR pour le premier trimestre de 2016, contre un négatif de 6,3 millions EUR au premier trimestre de 2015. Cette amélioration résulte essentiellement de la vente de bâtiments et des économies réalisées dans les départements centraux dans le cadre de certains projets.

Les actifs et passifs ne sont pas rapportés par secteur opérationnel dans la société.

6. Chiffre d'affaires

En millions EUR	Total de l'année en cours	
	2015	2016
Chiffre d'affaires excluant les rémunérations SIEG	540,7	530,9
Rémunération SIEG	71,9	64,7
TOTAL	612,6	595,6

7. Charges d'exploitation

En millions EUR	Total de l'année en cours		Change %
	2015	2016	
Loyers et charges locatives	16,2	16,5	2,1%
Entretien et réparations	18,1	16,9	-6,7%
Fournitures d'énergie	9,6	8,3	-13,3%
Autres biens	4,3	4,5	4,0%
Frais postaux et de télécommunication	1,5	1,4	-3,8%
Frais d'assurance	2,4	2,3	-3,6%
Coûts de transport	52,7	50,4	-4,2%
Publicité et annonces	2,4	1,6	-34,3%
Consultance	1,6	3,1	89,8%
Frais d'intérim	6,8	10,3	51,5%
Rémunération de tiers, honoraires	25,9	24,5	-5,2%
Autres services	4,6	4,3	-6,8%
TOTAL	146,0	144,2	-1,3%

8. Immobilisations corporelles

Lors du premier trimestre de 2016, les immobilisations corporelles ont diminué de 9,2 millions EUR, soit 1,7 %, pour s'établir à 539,3 millions EUR au 31 mars 2016. Cette diminution a surtout découlé des dépréciations et amortissements pour un montant de 18,6 millions EUR, partiellement compensées par des dépenses en capital pour 9,7 millions EUR.



9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ont augmenté de 14,8 millions EUR au premier trimestre de 2016, soit 16,5 %, pour atteindre 104,4 millions EUR au 31 mars 2016. Cette augmentation s'explique principalement par les dépenses en capital pour 2,7 millions EUR et le goodwill résultant du rachat de FDM pour 15,4 millions EUR, en partie compensées par des dépréciations et amortissements pour 3,3 millions EUR.

10. Participations dans les entreprises associées

Les participations dans les entreprises associées ont augmenté de 15,0 millions EUR, ou 4,0%, pour s'établir à 390,0 millions EUR au 31 mars 2016. Cette augmentation est due à l'augmentation du gain non réalisé sur le portefeuille obligataire pour un montant de 17,8 millions EUR, reflétant une diminution moyenne de la courbe de rendements sous-jacents de 19 points de base (bps), partiellement compensée par la part de bpost dans la perte de bpost banque pour un montant de 2,8 millions EUR au premier trimestre 2016. Au 31 mars 2016, les participations dans les entreprises associées ont compris des gains nets non réalisés portant sur le portefeuille obligataire d'un montant de 196,7 millions EUR, ce qui représente 50,4% du total des participations dans les entreprises associées. Les gains non réalisés ont été générés par le faible niveau des taux d'intérêt par rapport aux rendements au moment de l'acquisition de ces obligations. Les gains non réalisés ne sont pas comptabilisés dans le compte de résultats, mais directement en capitaux propres dans les autres éléments du résultat global.

11. Créances commerciales et autres créances à court terme

Les créances commerciales et autres créances ont diminué de 85,1 millions EUR, soit 20,7 %, pour s'établir à 326,2 millions EUR au 31 mars 2016. La baisse résulte essentiellement du règlement habituel des SIEG dus pour le dernier trimestre de 2015.

12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 242,6 millions EUR, soit 39,4 %, pour s'établir à 858,3 millions EUR. Cette augmentation est principalement due au flux de trésorerie disponible normalisé (245,9 millions EUR). Ce flux de trésorerie comprend le paiement de 253,7 millions EUR pour la rémunération des SIEG au cours du premier trimestre de 2016.

13. Avantages au personnel

En millions EUR	Au 31 mars 2016	Au 31 décembre 2015
Avantages postérieurs à l'emploi	(77,0)	(77,7)
Avantages à long terme	(109,1)	(108,9)
Indemnités de fin de contrat de travail	(10,7)	(11,6)
Autres avantages à long terme	(146,9)	(148,1)
TOTAL	(343,7)	(346,2)

Les avantages au personnel ont diminué de 2,5 millions EUR, soit 0,7 %, pour s'établir à 343,7 millions EUR au 31 mars 2016. Cette baisse résulte essentiellement des points suivants:



- du paiement d'avantages pour un montant de 9,4 millions EUR, dont 1,4 millions EUR pour les avantages liés à la retraite anticipée et au travail à temps partiel.
- des charges additionnelles de service (5,5 millions EUR) et d'intérêts (1,4 millions EUR).

14. Dettes commerciales et autres dettes non-courantes

Les dettes commerciales et autres dettes non courantes ont diminué de 39,1 millions EUR pour atteindre 22,6 millions EUR au mois de mars 2016, principalement en raison du transfert de l'acquisition des 24,5 % de parts restantes de Landmark du long terme au court terme, partiellement contrebalancé par les contreparties conditionnelles liées au rachat de FDM.

15. Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat à payer ont augmenté de 29,0 millions EUR, pour s'établir à 68,4 millions EUR au 31 mars 2016. Cela s'explique principalement par la majoration des impôts sur les résultats, partiellement compensée par les taxes sur les revenus liées aux résultats de 2014, lesquelles ont été payées au premier trimestre de 2016.

16. Dettes commerciales et autres dettes

Les dettes commerciales et autres dettes ont augmenté de 74,4 millions EUR, soit 8,9 %, pour s'élever à 912,7 millions EUR au 31 mars 2016. Cette augmentation est due à la hausse des autres dettes à concurrence de 130,4 millions EUR, partiellement compensée par la diminution des dettes commerciales et sociales à payer, pour des montants respectifs de 34,7 millions EUR et 21,4 millions EUR. L'augmentation des autres dettes s'explique principalement par le paiement anticipé par l'État belge du montant (110,8 millions EUR) pour la rémunération des SIEG, ainsi que par le transfert du long au court terme de l'acquisition des parts restantes de Landmark, partiellement compensés par le paiement de 24,5 % des actions de Landmark en 2016.

17. Actifs et passifs éventuels

Au 31 mars 2016, bpost employait 6.062 agents auxiliaires. A l'heure actuelle, 53 agents ont entamé des procédures contre la Société devant des tribunaux du travail, réclamant un salaire et des avantages équivalents à ceux des contractuels barémiques et employés statutaires effectuant le même travail. Toutes les plaintes et allégations sont contestées par bpost. Jusqu'à présent, aucun tribunal n'a confirmé les plaintes. Certains cas sont toujours en cours, au niveau d'appel.

Cependant, si les tribunaux, en particulier au niveau d'appel, devaient trouver que les agents auxiliaires ont droit à un traitement équivalent, les tribunaux du travail pourraient imposer à bpost d'augmenter les salaires et avantages des agents auxiliaires au niveau de ceux des contractuels barémiques ou employés statutaires et il n'est pas improbable que d'autres employés introduisent une plainte similaire.

18. Événements survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement important impactant la situation financière de l'entreprise n'a été observé après la clôture de l'exercice.



Autres informations financières (non audité)

Rapprochement entre les paramètres financiers publiés et les paramètres financiers normalisés

bpost analyse également la performance de ses activités sur une base normalisée ou avant éléments non récurrents. Les postes non récurrents représentent des éléments importants de revenus ou de charges qui, en raison de leur caractère non récurrent, sont exclus du reporting interne et des analyses des résultats. bpost tend à recourir à une approche cohérente pour déterminer si un élément de revenu ou de charge est non récurrent et s'il est suffisamment important pour être exclu des chiffres rapportés pour obtenir les chiffres normalisés.

Un élément non récurrent est réputé important lorsqu'il s'élève à 20 millions EUR ou plus. Tous les profits ou les pertes sur cession d'activités sont normalisés quel que soit le montant qu'ils représentent. Les extournes des provisions dont le calcul a été normalisé à partir des revenus sont également normalisées quel que soit le montant.

La présentation des résultats normalisés n'est pas conforme aux IFRS et n'est pas audité. Les résultats normalisés ne peuvent être comparés aux chiffres normalisés par d'autres entreprises, étant donné que ces entreprises peuvent calculer leurs chiffres normalisés différemment de bpost. Les mesures financières normalisées sont présentées ci-dessous.

Compte de résultats

Aucun élément non récurrent n'a été identifié dans le compte de résultats aux premiers trimestres 2015 et 2016.

Flux de trésorerie

Aucun élément non récurrent n'a été identifié dans le flux de trésorerie aux premiers trimestres 2015 et 2016.



Rapprochement entre le résultat net consolidé IFRS et le résultat net non consolidé selon les GAAP belges

En millions EUR	Total de l'année en cours		
	2015	2016	Variation %
Résultat net consolidé IFRS	96,6	95,9	-0,7%
Résultats des filiales et impacts de déconsolidation	(8,7)	(10,2)	17,8%
Différences dans les dotations aux amortissements et réductions de valeur	(2,7)	(0,3)	-88,4%
Différences de comptabilisation des provisions	(0,7)	(0,3)	-60,5%
Effets de la norme IAS19	(5,2)	(2,9)	-43,8%
Impôts différés	3,7	1,7	-54,4%
Autres	4,4	6,2	41,5%
Résultat net non consolidés selon les GAAP belges	87,3	90,0	3,0%

Le résultat net non consolidé de bpost après impôts, préparé en vertu des GAAP belges, peut être obtenu en deux étapes à partir du résultat après impôts consolidé selon les normes IFRS.

La première étape consiste à déconsolider le résultat après impôts selon les normes IFRS, c.-à-d. :

- soustraire les résultats des filiales, à savoir retirer le résultat des filiales après impôts ; et
- éliminer tout autre impact des filiales sur le compte de résultats de l'entreprise (comme les réductions de valeur des participations) et ajouter les dividendes reçus de ces filiales.

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des impacts mentionnés ci-dessus :

En millions EUR	Total de l'année en cours	
	2015	2016
Bénéfice des filiales consolidées par intégration globale belges (GAAP locale)	(2,7)	(3,1)
Bénéfice des filiales internationales (GAAP locale)	(2,2)	(2,1)
Part des bénéfices de la banque bpost (GAAP locale)	(3,6)	(3,1)
Autres impacts de déconsolidation	(0,3)	(2,0)
Total	(8,7)	(10,2)

La seconde étape consiste à extraire les chiffres GAAP belges des chiffres IFRS en inversant tous les ajustements IFRS effectués pour parvenir à des chiffres GAAP. Voici une liste non exhaustive de ces ajustements :

- Différences dans le traitement des dépréciations et réductions de valeur : les GAAP belges autorisent des durées de vie utile (et donc des taux de dépréciation) différentes pour les actifs immobilisés par rapport aux IFRS. Le goodwill est amorti selon les GAAP belges alors que les IFRS exigent un test de réduction de valeur du goodwill. Les IFRS permettent également de comptabiliser les actifs incorporels au bilan autrement que les GAAP belges ;
- Les provisions sont comptabilisées suivant des critères différents selon les GAAP belges et les IFRS ;
- Les IFRS exigent que toutes les obligations futures envers le personnel soient comptabilisées en tant que dettes sous l'IAS 19, ce que les GAAP belges ne prévoient pas. Les mouvements de dettes IFRS sont comptabilisés dans le compte de résultats de la Société sous la rubrique



frais de personnel ou provisions, à l'exception de l'impact des fluctuations des taux d'actualisation des obligations futures comptabilisé comme résultat financier ;

- Les impôts différés ne sont pas un principe comptable selon les GAAP belges, mais bien sous les IFRS.

Déclaration des représentants légaux

Le Comité de direction de bpost déclare que, au meilleur de sa connaissance, les états financiers consolidés abrégés, établis en vertu des normes internationales d'information financière (IFRS), donnent une image fidèle et juste des actifs, de la position financière et des résultats de bpost et des filiales incluses dans la consolidation.

Le rapport financier donne un aperçu fidèle de l'information qui doit être publiée conformément aux articles 13 et 14 du Décret Royal du 14 novembre 2007.

Le Comité de direction de bpost est représenté par Koen Van Gerven, administrateur délégué et Koen Beeckmans, Chief Financial Officer.

Déclarations prospectives

Les informations de ce document peuvent inclure des déclarations prospectives², basées sur les attentes et projections actuelles du Management concernant des événements à venir. De par leur nature, les déclarations prospectives ne sont pas des garanties de performances futures et induisent des risques connus et inconnus, des incertitudes, des hypothèses et d'autres facteurs, du fait qu'elles se réfèrent à des événements et dépendent de circonstances futures, sous le contrôle ou non de l'Entreprise. De tels facteurs peuvent induire un écart matériel entre les résultats, les performances ou les développements réels et ceux qui sont exprimés ou induits par de telles déclarations prospectives. Par conséquent, il n'y a aucune garantie que de telles déclarations prospectives se vérifieront. Elles ne se révèlent pertinentes qu'au moment de la présentation et l'Entreprise ne s'engage aucunement à mettre à jour ces déclarations prospectives pour refléter des résultats réels, des modifications d'hypothèses ou des changements au niveau des facteurs affectant ces déclarations.

² Comme défini entre autres au sens de l'U.S. Private Securities Litigation Reform Act de 1995



Glossaire

- **Flux de trésorerie opérationnel (FCF):** trésorerie nette des activités d'exploitation + trésorerie nette des activités d'investissements
- **Dettes nettes/(trésorerie nette)** représente les prêts, avec ou sans intérêts diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie